



Versement 1704 W 1-68

Identification :

Intitulé/ Analyse : Dossiers de travaux dans les communes de la subdivision d'Arcis-sur-Aube.

Dates extrêmes : 1941~1990

Importance matérielle : 1,40 mètre linéaire

Contexte

Service producteur : Direction départementale de l'équipement.

Service versant : Direction départementale des territoires.

N° d'entrée du versement : 55848

Date d'entrée du versement : 08/04/2008

Conditions d'accès aux documents

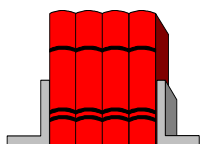
Début communicabilité : immédiat.

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 30 août 2017

Réalisé par Éva AUDRAIN et Grégory FONTAINE (Sarl FFAS)

sous le contrôle d'Arnaud BAUDIN
et la direction de Nicolas DOHRMANN



Présentation

Présentation du service producteur

L'administration déconcentrée de l'État en charge des ponts et chaussées, de l'équipement et des transports a connu diverses formes d'organisation depuis la Seconde Guerre mondiale.

De 1940 à 1966, le service départemental des Ponts et Chaussées, déjà en place tout au long du XIX^e siècle, continue à œuvrer sous la tutelle du ministère des Travaux publics dans les domaines suivants : routes, circulation routière, chemins de fer, voies navigables, transports, contrôle de la distribution d'énergie électrique, base aérienne et tourisme (ce dernier après 1948). À noter que l'ancien service vicinal, qui dépendait du ministère de l'Intérieur, a été rattaché aux Ponts et Chaussées par la loi du 15 octobre 1940, appliquée au 1^{er} janvier 1941 puis validée par l'ordonnance du 10 mars 1945.

En 1967 ce service fusionne avec la Délégation départementale à la reconstruction pour former la Direction départementale de l'équipement (DDE) sous tutelle du ministère de l'Équipement, créé le 8 janvier 1966. De nouvelles attributions liées aux domaines de la construction et de l'aménagement apparaissent : constructions publiques pour l'État et les collectivités locales, planification urbaine, logement social, amélioration de l'habitat, urbanisme (opérationnel et réglementaire), puis environnement (après 1978).

Les services départementaux des Ponts et Chaussées puis de l'Équipement sont organisés depuis le début du XX^e siècle autour de services centraux, déconcentrés, pour certaines missions de proximité, en subdivisions territoriales.

À compter de 1982, à la suite des lois de décentralisation, les conseils généraux ont progressivement repris la gestion directe des personnels qui, au sein des DDE, assuraient les missions qui relèvent de leurs compétences, notamment la voirie départementale et le patrimoine immobilier (collèges). Toutefois, une loi de 1992 réaffirmait le principe de maintien des services des DDE et de leur personnel sous statut d'État, tout en prévoyant le financement par les départements et communes des travaux exécutés pour eux.

Jusqu'en 2001, les services de l'État pouvaient exercer des missions de maîtrise d'œuvre pour les communes sur simple demande de leur part (délibération puis autorisation préfectorale). À partir de 2001, ils sont soumis au code des marchés publics dans les mêmes conditions de concurrence que les bureaux d'études privés.

Par dérogation à cette obligation, les services de l'État pouvaient apporter leur assistance technique aux communes les plus petites dans les domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat, pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.

À partir de 2006, diverses réformes affectent les DDE avant de conduire à leur suppression dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

L'« acte II de la décentralisation » prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que les conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité. Au 1^{er} janvier 2007, la partie routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) des DDE est donc transférée, soit au département, soit à de nouveaux services spécialisés du ministère :

- les routes départementales (RD) et routes nationales d'intérêt local (RNIL) (environ 375 000 km) passent sous la responsabilité des directions des routes des conseils généraux, entraînant le transfert de 30 000 agents des DDE ;
- les routes nationales (RN) et autoroutes (A) non concédées sont transférées à onze directions interdépartementales des routes (DIR) qui sont créées pour construire, entretenir et exploiter ce réseau d'environ 20 000 km à la place des DDE.

La loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 parachève la réforme en abrogeant donc la loi de 1992 et prévoit le transfert des « parcs de l'équipement » et de leurs personnels aux conseils généraux, pour les parties qui n'ont pas été dévolues aux DIR.

Les DDE conservent la compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, d'éducation routière, de gestion de crises, d'animation de la sécurité routière, maritime, d'appui aux collectivités locales, de prévention des risques, etc.

Le 1^{er} janvier 2010, suite à la révision générale des politiques publiques de l'État (RGPP), la DDE fusionne avec la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) pour former la Direction départementale des territoires (DDT).

Missions de la DDE jusqu'au 1^{er} janvier 2007

- construction et entretien des réseaux routiers,
- aménagement du territoire,
- habitat (politique du logement, lotissements, etc.),
- urbanisme (contrôles, contentieux, décisions de construire, etc.),
- environnement,
- constructions publiques (ministères, collectivités territoriales, etc.),
- transports,
- bases aériennes et champs de tirs.

Tri et éliminations pratiqués

Aucun tri n'a été pratiqué dans ces dossiers.

Mode de classement

Classement par ordre alphabétique des communes de l'Aube.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces documents sont communicables immédiatement.

Dossiers de travaux dans les communes de la Communes d'Arcis-sur-Aube de la Direction Départementales de l'Équipement.

1704 W 1 - 27	Arcis-sur-Aube	1941 - 1986
1704 W 1	Reconstruction d'Arcis-sur-Aube, programme d'aménagement : programme, plan.	1941 - 1941
1704 W 2	Réfection et entretien après guerre, immeubles communaux : instructions, extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal, mémoire de travaux, rapport, devis.	1942 - 1944
1704 W 3	Reconstruction d'Arcis-sur-Aube, construction d'un groupe collectif d'essai : dossier d'appels d'offres, dossier de besoins en matériels, plans.	1943 - 1947
1704 W 4	Construction de la station d'épuration : procès-verbaux, devis et cahier des charges, avenants, tableaux récapitulatifs, plans.	1944 - 1950
1704 W 5	Installation du gaz dans un immeuble de la Cité des jardins : devis, correspondance.	1946 - 1947
1704 W 6	Projet de construction d'un centre d'apprentissage féminin : extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal, convention, devis, plans, correspondance.	1946 - 1947
1704 W 7	Construction et entretien du château d'eau : mémoire des travaux, avenant, détail estimatif, plans.	1946 - 1960
1704 W 8	Reconstruction. ~ Contentieux logement locatif : avis, correspondance.	1946 - 1965
1704 W 9	Construction d'un réservoir, alimentation en eau potable : devis, programme.	1947 - 1948
1704 W 10	Aménagement d'un stade scolaire : dossiers d'adjudication, plans, correspondance.	1949 - 1961
1704 W 11	Aménagements et entretien de groupes scolaires : extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal, marché de gré à gré, devis, plans.	1954 - 1960
1704 W 12	Agrandissement des abattoirs : cahier des charges, devis, plans.	1955 - 1963
1704 W 13	Construction du groupe scolaire : dossier d'adjudication, dossier de subvention, devis, plans.	1960 - 1965

1704 W 14	Salle des fêtes et mairie : dossier de subvention.	1965 - 1967
1704 W 15	Construction du collège d'enseignement secondaire : procès-verbal de réception définitive des travaux, décomptes, plans.	1967 - 1972
1704 W 16	Plan d'alignement, travaux de la ruelle de Montreuil, élargissement : arrêté, avant-projet sommaire, rapport, notice explicative, plans.	1968 - 1973
1704 W 17	Aménagement de l'ancien cinéma en salle de sport : rapport de visite, marché, états récapitulatifs, devis, plans.	1975 - 1975
1704 W 18	Construction de l'école maternelle, Henry Dunant : arrêté, rapport de sécurité, plans, correspondance.	1975 - 1978
1704 W 19	Lotissements "Les Plantes", voirie et réseaux divers (VRD) : extrait du registre des délibérations, rapport, détail estimatif, plans.	1976 - 1977
1704 W 20	Lotissement du Parc, voirie et réseaux divers (VRD) : cahiers des clauses techniques et administratives particulières, détails estimatifs, bordereaux des prix, plans.	1978 - 1980
1704 W 21	Lotissement du Parc, voirie et réseaux divers (VRD) et PTT : cahier des clauses techniques particulières, règlement, détail estimatif, plans.	1979 - 1984
1704 W 22	Lotissement du Parc (téléphone, TV) : cahiers des clauses techniques et administratives particulières, détails estimatifs, bordereaux des prix, plans.	1979 - 1980
1704 W 23	Avant projet de la microcentrale : avant-projet, plans.	1980 - 1982
1704 W 24	Société Civile Immobilière "Les Vergers", construction de 15 maisons : arrêté, comptes-rendus de chantier, programme de travaux, plans.	1980 - 1986
1704 W 25	Lotissements Les Vergers 2, lotissement industriel, mise en viabilité 2ème tranche : détail estimatif, bordereau des prix, acte d'engagements, plans.	1980 - 1986
1704 W 26	Création d'un lotissement industriel, commercial et artisanal, réalisation de la viabilité : notice explicative, détail estimatif, bordereau des prix, acte d'engagements, plans.	1983 - 1984
1704 W 27	Création d'un lotissement industriel, commercial et artisanal, lieu dit "Le Stand" 2ème tranche : programme, règlement, plans.	1984 - 1986
1704 W 28 - 28	Brillecourt	1960 - 1969
1704 W 28	Construction d'une salle de fêtes : marché, devis descriptifs, bordereau des prix, plans.	1960 - 1969

1704 W 29 - 29	Champfleury	1946 - 1947
1704 W 29	Base aérienne du camp de la Perthe, montage et remontage de hangars : ordres de service, fiches d'expéditions, décomptes, plans.	1946 - 1947
1704 W 30 - 30	Chaudrey	1961 - 1964
1704 W 30	Aménagement d'une école : arrêté, extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal, cahier des charges, devis, plans.	1961 - 1964
1704 W 31 - 31	Coclois	1982 - 1983
1704 W 31	Lotissement "Les Brichards", construction et aménagement : détail estimatif, plans, correspondance.	1982 - 1983
1704 W 32 - 34	Les Grandes-Chapelles	1956 - 1982
1704 W 32	Grosses réparations de l'école : dossier de subvention, plans.	1956 - 1962
1704 W 33	Autorisations de construire et demandes d'alignements.	1962 - 1970
1704 W 34	Création et aménagement du Lotissement "La Voie Ray" : avant-projet sommaire, comptes-rendu de chantier, devis, plans.	1981 - 1982
1704 W 35 - 35	Isle-sous-Ramerupt	1946 - 1983
1704 W 35	Construction d'une école intercommunale : dossier d'exécution.	1946 - 1983
1704 W 36 - 36	Lhuître	1957 - 1962
1704 W 36	Construction d'une école : dossier d'exécution.	1957 - 1962
1704 W 37 - 41	Mailly-le-Camp	1962 - 1984
1704 W 37	Prêt d'une classe préfabriquée pour enfants rapatriés d'Alger par l'Etat : rapport d'attribution, procès-verbal de réception provisoire, correspondance.	1962 - 1963
1704 W 38	Lotissement communal, travaux de voirie : marché, devis, factures.	1967 - 1969
1704 W 39	Lotissement "Bois La Plume", 2ème tranche : programme des travaux, notice explicative, règlement, plans.	1972 - 1975
1704 W 40	Lotissement "La Tomelle", 2ème tranche : programme des travaux, bordereau des prix, détail estimatif, , plans.	1983 - 1984

1704 W 41	Lotissement La Tomelle, création d'un lotissement communal (3ème tranche) : programme des travaux, plans.	1983 - 1984
1704 W 42 - 42	Nogent-sur-Aube	1956 - 1960
1704 W 42	Construction d'une école : dossier d'exécution, affiche, plans.	1956 - 1960
1704 W 43 - 43	Ormes	1956 - 1961
1704 W 43	Construction d'une classe : dossier d'exécution.	1956 - 1961
1704 W 44 - 49	Plancy-l'Abbaye	1946 - 1983
1704 W 44	Reconstruction des quartiers sinistrés et travaux de voirie : dossier d'appels d'offres.	1946 - 1950
1704 W 45	Voirie communal : procès-verbaux de réception provisoire, plans, correspondance.	1950 - 1965
1704 W 46	Lotissement, travaux de voirie : notice explicative, estimation, plan.	1962 - 1966
1704 W 47	Lotissement La Crayère, travaux de voirie : procès-verbal de réception définitive des travaux, ordres de service, avenant, dossier d'appels d'offres, plans.	1963 - 1967
1704 W 48	Construction d'un groupe scolaire : dossier d'exécution.	1972 - 1974
1704 W 49	Lotissement La Bonne Nord, construction de voirie, bordures-caniveaux, assainissement, eaux pluviales, usées : dossier d'appels d'offres, dossier administratif, plans.	1976 - 1983
1704 W 50 - 50	Pouan-les-Vallées	1957 - 1961
1704 W 50	Construction de la 3ème classe : dossier d'exécution, dossier de subvention.	1957 - 1961
1704 W 51 - 52	Prémierfait	1954 - 1971
1704 W 51	Aide technique à la gestion communale : autorisations.	1954 - 1971
1704 W 52	Voirie communale : devis descriptif, mémoire explicatif, correspondance.	1969 - 1969
1704 W 53 - 56	Ramerupt	1952 - 1972
1704 W 53	Construction d'un groupe scolaire : dossier d'exécution.	1952 - 1955

1704 W 54	Aide technique à la gestion communale : correspondance.	1954 - 1960
1704 W 55	Constructions scolaires : cahier des charges, rapports, notes.	1955 - 1972
1704 W 56	Construction d'une mairie-salle des fêtes : cahier des clauses et conditions générales, estimation des travaux, devis, affiche, plans.	1957 - 1958
1704 W 57 - 60	Saint-Etienne-sous-Barbuise	1951 - 1972
1704 W 57	Autorisations construction des lignes téléphoniques, autorisations de construire et demandes d'alignement, distribution d'énergie électrique.	1951 - 1972
1704 W 58	Voirie communale: extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal, rapports, correspondance.	1961 - 1970
1704 W 59	Etablissement d'un plan d'alignement, chemin des Cours, ruelle du Four : rapports, certificats, plans.	1967 - 1971
1704 W 60	Aménagement du chemin des Cours et de la ruelle du Four : détails estimatifs, plans.	1971 - 1972
1704 W 61 - 61	Saint-Remy-sous-Barbuise	1979 - 1980
1704 W 61	Construction du lotissement Le Hameau du Moulin : notice descriptive, programme des travaux, règlement du lotissement, plans.	1979 - 1980
1704 W 62 - 62	Salon	1951 - 1965
1704 W 62	Construction d'une école et d'un logement d'instituteur : dossier de subvention, dossier d'architecte, plans.	1951 - 1965
1704 W 63 - 63	Semoine	1954 - 1962
1704 W 63	Construction d'une 2ème classe : dossier d'exécution des ouvrages, dossier de subvention.	1954 - 1962
1704 W 64 - 66	Vaucogne	1941 - 1969
1704 W 64	Reconstruction de l'aérodrome de Vaucogne : ciruclaires, rapports, plans.	1941 - 1948
1704 W 65	Construction d'un préau et grosses réparatations de l'école : arrêté, rapports, procès-verbal de réception définitive, devis, décomptes, borderaux des prix, correspondance.	1950 - 1959

1704 W 66	Réfection chemin de l'usine : marché, procès-verbal de réception définitive, correspondance.	1968 - 1969
1704 W 67 - 68	Voué	1975 - 1990
1704 W 67	Ecole maternelle construction, conduite d'opération :comptes-rendus de chantier.	1975 - 1990
1704 W 68	Construction lotissement Jean Caffet : acte d'engagement, détails estimatifs, plans.	1979 - 1980